

Coordination Rurale du Gers : engagements non tenus, agriculteurs dans les rues !



Coordination Rurale du Gers : engagements non tenus, agriculteurs dans les rues !

La Coordination Rurale du Gers communique :

"La fin des vacances est arrivée pour l'administration française et on ne peut pas dire que l'État et notre gouvernement (enfin ce qu'il en reste) en aient pris énormément. Peut-être auraient-ils dû?

Mensonges, promesses non tenues, engagements non respectés, on revient à des mois en arrière en l'espace de quelques semaines.

Suite aux annonces concernant la coriandre et la vaccination grippe aviaire, la Coordination Rurale du Gers s'insurge des nouvelles mesures qu'annoncent la Région, l'État et le gouvernement démissionnaire.

Comme d'habitude et cela depuis une vingtaine d'années, nos dirigeants reviennent à chaque fois sur la parole qu'ils nous ont donnée.

Premièrement la coriandre.

Les engagements étaient prévus pour 900 € l'hectare. Les agriculteurs ont réalisé les prévisionnels et ont mis en culture sur ces bases là. Bien que nous en étions conscients que cela était trop beau pour être vrai, il est inconcevable et intolérable qu'aujourd'hui on annonce aux agriculteurs qui ont mis des centaines d'hectares en culture qu'ils ne seront plus plafonnés sur les 18000 € prétendus mais sur 3 hectares seulement représentant un montant maximal de 2700 €.

Pour l'année 2025, les 900 € à l'hectare seront revus à la baisse à 350€/ha, ce qui paraît beaucoup plus normal de ce qui était initialement prévu.

Cependant pour 2024 il est intolérable qu'un effet rétroactif soit à concevoir, quand on s'engage on paye.

Chaque année les agriculteurs subissent de leur côté les pénalités sur des engagements non respectés, l'État n'a qu'à assumer ces pénalités de son côté.

Deuxièmement, la grippe aviaire.

Nous avons la garantie dans le Gers, il y a à peine quelques semaines de la part de certains Députés et Ministres toujours en place aujourd'hui, que la campagne de vaccination grippe aviaire serait prise en charge comme cela était déjà le cas. Nous nous apercevons aujourd'hui du mensonge le plus total qui a été fait notre rencontre ! L'abaissement à 70 % de la prise en charge de la couverture vaccinale au lieu des 85 % initialement prévus (environ 12centimes), rajouté à cela une participation à l'ovo-sexage à hauteur de 25 centimes par caneton, représente une augmentation de 37 centimes minimum par animal.

C'est une honte absolue de la part de notre gouvernement alors que nous entrons en période hivernale, qui est une période cruciale.

Nous devons disposer du plus grand nombre de moyens possibles pour protéger nos animaux et arrêter de faire faire le sacrifice économique toujours aux éleveurs.

En parallèle, nous apprenons que les interprofessions ont laissé passer la mise en place du deuxième vaccin nous privant en ainsi du premier qui aurait une couverture vaccinale bien plus large que le deuxième vaccin actuel et une méthode d'application bien plus simple.

Tout ceci nous laisse croire que le gouvernement et l'État n'en ont rien à faire du monde agricole alors que depuis le mois de janvier nous avons exprimé notre ras-le-bol général.

En plus de cela, de notre côté, des actions vont démarrer dans le Sud-Ouest et notamment dans le Gers, ceci afin de faire comprendre à tous ceux qui nous font des promesses qu'elles doivent être tenues comme nous tenons les nôtres.

Le paiement des aides coriandre doit être à 100 % pour l'année 2024 sans conditions ni autre moyen de se substituer aux engagements initiaux.

L'accompagnement pour la grippe aviaire notamment la prise en charge du vaccin doit être à 85 % comme cela était déjà le cas pour l'année précédente et comme cela était l'engagement de Monsieur Bruno Le Maire et Monsieur Jean-René Cazeneuve à Durban dans le Gers au mois de juin 2024, au quel cas nos promesses seront tenues également dans les prochaines semaines voire jours."